



MAÎTRE D'OUVRAGE

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Mme Marjorie ROCHE – Responsable du service immobilier

5 rue Girardet – CS65219 – 54052 Nancy cedex

☎ : 03.83.17.74.00

Amexia

CONSEIL

ASSISTANT MAÎTRE D'OUVRAGE

AMEXIA

Lothaire CUNY – Responsable de projets AMO

50 rue des Vignes 67202 Wolfisheim

☎ : 03.88.10.17.37

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)
2025-8600-009 LOT n°1
MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE (CT)
POUR LA RENOVATION D'UN IMMEUBLE DE BUREAUX A NANCY (54)
SEPTEMBRE 2025**

Procédure de consultation :

Marché à Procédure Adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1,
du code de la commande publique

Allotissement :

Lot n°1 : Contrôle technique (CT)

Lot n°2 : Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS)

Date et heure limite de réception des offres :

Le 6 OCTOBRE 2025 à 17 h 00

Version 2 – 04/09/2025



SOMMAIRE

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 CONTEXTE DE LA CONSULTATION	4
1.2 ESTIMATION DES TRAVAUX.....	4
2. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1 DECOMPOSITION EN LOTS.....	4
2.2 TITULAIRE DU MARCHÉ – SOUS-TRAITANCE.....	4
2.3 TYPE DE MISSION	5
2.4 DECOUPAGE EN TRANCHES.....	6
2.5 DUREE PREVISIONNELLE DU MARCHÉ	6
3. PRESENTATION DES INTERVENANTS.....	6
3.1 MAITRISE D'OUVRAGE.....	6
3.2 MAITRISE D'OEUVRE	6
3.3 ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE.....	7
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
4.1 PIECES PARTICULIERES	7
4.2 PIECES GENERALES	7
5. INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE.....	7
6. CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS.....	7
7. RESPONSABILITE.....	8
8. RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE.....	8
9. DUREE DES INTERVENTIONS	8
9.1 DELAIS DE BASE	8
9.2 PROLONGATION DES DELAIS.....	9
10. PRIX DU MARCHÉ	9
10.1 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	9
10.2 REVISION DES PRIX	9
11. REGLEMENT DES COMPTES.....	9
11.1 REGLEMENT DU TITULAIRE.....	9
11.1.1 ACOMPTE ET SOLDE	9
11.1.2 PAIEMENTS DES SOUS-TRAITANTS	11
11.1.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT DE L'ONF	11
11.2 ACTION DIRECTE D'UN SOUS-TRAITANT	11
11.3 AVANCE.....	11
12. REMUNERATION DES PRESTATIONS	12
12.1 MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION	12
12.2 VACATIONS	12
13. DELAIS – PENALITES POUR RETARDS.....	12
13.1 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS	12
13.1.1 DELAIS ET CONTROLE DE CONCEPTION	12
13.1.2 CONTROLE DOCUMENTS D'EXECUTION	12
13.1.3 RETARD DANS L'ETABLISSEMENT OU LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS	13

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP) – LOT n°1

13.1.4	ORDRE DE SERVICE.....	13
13.2	PRESENCE EN CHANTIER	13
13.2.1	ABSENCE A UNE REUNION DE CHANTIER.....	13
13.2.2	RETARD A REUNION DE CHANTIER	13
14.	MOYENS OPERATIONNELS PREVUS.....	13
15.	MOYENS ET AUTORITE	14
15.1	MOYENS.....	14
15.2	AUTORITE	14
16.	CAUTIONNEMENT.....	14
17.	ASSURANCE	14
17.1	RESPONSABILITES CIVILE PROFESSIONNELLE.....	14
17.2	RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE.....	15
17.3	JUSTIFICATIFS DES POLICES D'ASSURANCE.....	15
18.	UTILISATION DES RESULTATS	15
19.	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
20.	ACHEVEMENT DE LA MISSION	16
21.	RESILIATION DU MARCHÉ	16
21.1	RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	16
21.2	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	16
21.3	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE ET CAS PARTICULIERS	16
22.	OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	17
23.	CONTESTATIONS - LITIGES	17

1. Objet et étendue de la consultation

1.1 Contexte de la consultation

La présente consultation porte sur une mission de contrôle technique et de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) pour la rénovation des locaux de bureaux de l'Office National des Forêts (ONF) sur la commune de Nancy (54).

Le présent CCATP concerne le lot n°1 : mission de contrôle technique.

Ce site héberge actuellement des personnels de la direction territoriale Grand Est, de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle, de l'agence travaux Lorraine Champagne Ardenne, ainsi qu'une partie de la direction générale (DG).

La réhabilitation porte sur l'ensemble du site rue Girardet à Nancy afin d'améliorer la performance de son bâtiment. Cette opération doit prendre un caractère démonstrateur à l'échelle de l'établissement public. Elle fera office d'opération pilote pour d'autres projets similaires, à venir. A ce titre, elle doit être exemplaire sur les points suivants :

- Performance énergétique et environnementale : respect du Décret Eco Energie Tertiaire objectif 2050, et recours obligatoire à des matériaux biosourcés avec mise en valeur du bois local.
- Nouvelle organisation des locaux : respect de la circulaire 6392 (objectif de ratio de 16m²/résident, hors centre de formation), et adaptation des locaux aux nouvelles modalités d'organisation du travail (présence / télétravail / nomadisme).

L'opération va également permettre de regrouper plusieurs structures. Les services à rapatrier sur le site sont notamment : le Centre National de Formation et une partie des agents du site de Lunéville.

A noter : une partie du rez-de-chaussée et des caves du bâtiment est occupée, et restera occupée, par l'école d'enseignement supérieur AgroParisTech. Des interventions sont à prévoir dans cette partie, dans le cadre des travaux de renforts de structure rendus nécessaires pour le projet.

Lieu d'exécution : 5 rue Girardet, 54000 NANCY

1.2 Estimation des travaux

L'enveloppe financière H.T. prévisionnelle affectée aux travaux est fixée à environ 7'000'000 €.

2. Dispositions générales

2.1 Décomposition en lots

La présente consultation est divisée en 2 lots :
La mission de contrôleur technique constitue le lot n°1.
La mission de coordinateur SPS constitue le lot n°2.

2.2 Titulaire du marché – Sous-traitance

Les caractéristiques du titulaire du marché dans le présent C.C.A.T.P. sous le nom de « titulaire » ou « Contrôleur technique » sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le titulaire du présent marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par ce dernier des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article R2193-3 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs aux Code de la Commande Publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

La justification de ses capacités techniques, professionnelles et financières ;

Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de soumissionner ;

Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-3, L. 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 du Code du Travail.

2.3 Type de mission

Les interventions du contrôleur technique comportent les missions de base suivantes :

Mission	Désignation	Objet de la mission
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables	Contribuer à prévenir au titre de la mission, d'un défaut dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif susceptibles de compromettre la solidité de l'ouvrage et des éléments d'équipements indissociables qui le constitue.
S	Sécurité des personnes dans la construction (incendies, électricité, ascenseurs)	Prévenir les aléas générateurs d'accidents corporels qui découlent des défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées.

Les missions complémentaires intégrées au présent marché sont les suivantes :

Mission	Désignation	
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes	Prévenir les aléas techniques qui découlent d'un défaut dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire relatifs à la protection parasismique des bâtiments à risque normal susceptible de compromettre la sécurité des personnes dans la construction achevée. Le contrôle porte sur les éléments de fondations, d'ossature, des façades et éléments non structuraux lorsque des dispositions réglementaires spécifiques leur sont applicables.
P1	Solidité des éléments d'équipement dissociables et indissociablement	Prévenir les aléas techniques qui découlent de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement dissociables ou indissociables qui la constituent.
LE	Solidité des constructions	Concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation. Après l'examen de l'état apparent ou

	existantes	l'analyse d'un diagnostic fourni, le contrôleur vérifie que les travaux neufs ne compromettent pas la solidité des parties anciennes
Hand	Accessibilité des personnes handicapées aux constructions	Prévenir les aléas techniques découlant d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées. Cette mission porte sur les ouvrages et les éléments d'équipements faisant partie des marchés communiqués, concourant à satisfaire les exigences réglementaires applicables à la construction telle que définie au permis de construire.
Av	Stabilité des ouvrages avoisinants	Prévenir les aléas techniques découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf, le cas échéant, susceptible d'affecter la stabilité des avoisinants. Cette mission complète la mission L relative à la solidité des ouvrages. Le contrôle porte sur les dispositions prises par les constructeurs en matière de terrassement, blindage de fouille et étalement.
Th	Isolation thermique et économies d'énergie	Contrôle l'isolation et la performance environnementale réglementaire de l'ouvrage

2.4 Découpage en tranches

Les travaux seront réalisés en une seule tranche.

2.5 Durée prévisionnelle du marché

A titre indicatif, le début de l'intervention du contrôleur technique est prévu pour le mois d'octobre 2025.

Le délai global de la mise en œuvre de ce projet est estimé à 50 mois.

Le planning de cette opération peut être décomposé comme suit :

- Études de conception 10 mois
- Montage du dossier et consultation des entreprises 4 mois
- Travaux 24 mois
- GPA 12 mois

3. Présentation des intervenants

3.1 Maîtrise d'ouvrage

La mission de Maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction territoriale Grand-Est de l'Office National des Forêts, représentée par Monsieur Denis DAGNEAUX, Secrétaire Général de l'ONF Grand-Est.

3.2 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'architectes Bagard & Luron, représentée par Julien Aufderbruck.

3.3 Assistance à Maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par la société AMEXIA Conseil, représentée par Lothaire CUNY, responsable de projet.

4. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

4.1 Pièces particulières

Les pièces particulières et constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E) et son annexe ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques et Administratives Particulières (C.C.A.T.P) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) ;
- Le Règlement de la Consultation (RC).

4.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, dit « mois zéro », soit Octobre 2025 :

- La loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et son décret d'application n°78-1146 du 7 décembre 1978 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation L111-23 à L111-26, R111-11 à R111-42, R 123-43 et R122-46 ;
- Le Code Civil, article 1792-2 ;
- Le Décret n°92-1186 du 30 octobre 1992 ;
- La Norme Française NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics des prestations intellectuelles, issu de l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou du mois d'établissement des prix (mois Mo) ;
- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés du contrôle technique, approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999.

5. Intervention du Contrôleur Technique

Les missions confiées au titulaire sont celles fixées à l'article 2.3 du présent C.C.A.T.P.

Ces interventions concernent les natures d'aléas définies en annexe A du C.C.T.G pour les missions concernées et portent sur les domaines d'intervention suivants : totalité du projet, conformément à l'annexe A du C.C.T.G et les précisions apportées par le C.C.P. pour les missions confiées.

Le contrôle intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du Contrôleur Technique sont demandées par le Pouvoir Adjudicateur.

6. Conditions d'exécution des missions

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique, approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le C.C.T.G.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement à la personne responsable du marché ;
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler à la personne responsable du marché les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;

La personne responsable du marché prendra les dispositions nécessaires pour :

- Informer, dès l'origine, la maîtrise d'œuvre, les entreprises, le(s) bureau(x) d'études et d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
- Donner au contrôleur technique une copie du permis de construire, s'il y a lieu.

7. Responsabilité

La responsabilité du contrôleur technique est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens. Elle fait l'objet, dans les limites de la mission confiée et pour les ouvrages et équipements visés aux articles 1792 et 1792-2 du code civil, de la présomption édictée par l'article L111-24 du Code de la Construction et de l'Habitation.

8. Responsable technique du contrôle

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer, au cours de l'exécution du marché, les avis prévus à l'article 10 du C.C.T.G.

Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement à la personne responsable du marché.

9. Durée des interventions**9.1 Délais de base**

La mission débute à la notification du marché pour prendre fin à l'expiration du délai de garantie de l'opération défini à l'article 44.1 du C.C.A.G – Travaux.

La mission est décomposée en phases techniques définies au C.C.P.

A titre indicatif, le début de l'intervention du contrôleur technique est prévu pour le mois d'octobre 2025.

Le délai global de la mise en œuvre de ce projet est estimé à 50 mois.

Le planning de cette opération peut être décomposé comme suit :

- Études de conception 10 mois
- Montage du dossier et consultation des entreprises 4 mois
- Travaux 24 mois
- GPA 12 mois

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.).

9.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la personne responsable du marché dans les conditions de l'article 13 du C.C.A.G-PI 2021.

10. Prix du marché

10.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les prestations sont décomposées en éléments de mission dont le montant global figure à l'Acte d'engagement. Le prix des prestations est invariable et ne saurait être remis en cause, le titulaire s'engage à une obligation de résultat dans le cadre de ce prix. Les prix applicables au présent marché sont ceux indiqués dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement du présent marché.

Les prix sont exprimés en euro HT, la TVA étant appliquée au total HT.

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché.

10.2 Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1. du C.C.A.G.-PI., les prix sont révisibles via application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (0,15 + 0,85 (I_n/I_o))$$

Dans laquelle :

- P_n est le prix révisé
- P_o est le prix initial, en Octobre 2025
- « I_n » est la dernière valeur connue à la date de révision de l'index ingénierie ING
- « I_o » est la valeur à la date de remise des offres de l'index ingénierie ING ;

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

11. Règlement des comptes

11.1 Règlement du Titulaire

11.1.1 Acompte et solde

Montant et échéances

Pendant la période de contrôle des documents de conception, le règlement des sommes dues au Contrôleur Technique fera l'objet d'acomptes dès l'approbation par le Pouvoir Adjudicateur des rapports remis pour chacune des phases techniques suivantes : APS (Avant-Projet Sommaire), APD (Avant-Projet Détaillé), PRO (Projet). Le montant du forfait de rémunération, établi en prix de base et correspondant à chacune de ces phases techniques, est fixé à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Pendant la période de contrôle d'exécution, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à UN MOIS (le premier paiement intervenant un mois après le début des travaux et le dernier à la réception de l'ouvrage).

Le montant de chaque décompte établi en prix de base, sera déterminé par le Pouvoir Adjudicateur en considération de l'avancement des travaux et à concurrence de 95 % du forfait correspondant au contrôle d'exécution des travaux.

Ce forfait est fixé à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Pour le versement du solde correspondant à 5 % du forfait ci-dessus, le contrôleur technique adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

Le règlement interviendra après constat par le maître de l'ouvrage de l'achèvement de la mission du contrôleur technique.

Modalités de règlement des acomptes

Lors des échéances fixées ci-avant, le titulaire du marché remettra au Pouvoir Adjudicateur et à l'AMO une demande d'acompte sous forme d'un projet de décompte établissant le montant en prix de base des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations réalisées depuis le début du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur et l'AMO vérifient le projet de décompte, le valident ou formulent leurs remarques.

Une fois le projet de décompte validé, la facture sera envoyée de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Intitulé d'adresse : 5 rue Girardet 54000 NANCY ;
- Numéro de facture ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre : 2025-8600-009 ;
- le numéro d'engagement du bon de commande ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- le prix HT ;
- référence du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées.

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse ci-dessous : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : n° 2025-8600-009
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 03798.
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

11.1.2 Paiements des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

11.1.3 Délai global de paiement de l'ONF

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de dépôt sur Chorus Pro de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

11.2 Action directe d'un sous-traitant

Il sera fait application de l'article 12.2 du C.C.A.G-P.I 2021.

11.3 Avance

S'il n'y a pas renoncé dans l'acte d'engagement, le titulaire reçoit les avances prévues par les articles R.2191-3 à R2191-10 du Code de la Commande Publique.

12. Rémunération des prestations

Les prestations du Contrôleur technique seront rémunérées par application d'un prix forfaitaire basé sur les conditions économiques du mois « Mo ». Ce mois « Mo » est fixé suivant article 10.2 et le prix forfaitaire est fixé dans l'acte d'engagement.

12.1 Modifications en cours d'exécution

Ce forfait de rémunération est indépendant de la vacation et de la masse des travaux. Il ne sera modifié que si le phasage ou le délai d'exécution des travaux changent au cours des études (limité à la phase APD pour présentation des avenants).

Si, pendant l'exécution du marché, le Maître d'ouvrage prescrit au titulaire des modifications portant sur les domaines d'intervention qui lui sont confiés, la modification de la rémunération sera déterminée par négociation entre le Maître d'ouvrage et le titulaire du présent marché. En application de l'article 25 du C.C.A.G.-P.I, la modification du montant de la rémunération et de la décomposition suivant les phases techniques sera fixée par avenant.

12.2 Vacations

Si plus de 3 déplacements prévus pour la Garantie de Parfait Achèvement, toute vacation supplémentaire sera rémunérée par application du prix global et forfaitaire figurant à l'acte d'engagement.

13. Délais – Pénalités pour retards

13.1 Etablissement des documents

13.1.1 Délais et contrôle de conception

Pour les phases de contrôle de conception, le titulaire du présent marché s'engage à fournir les rapports correspondants dans les délais ci-après :

- Dossier APS : 1 semaine à compter de la date de réception du dossier correspondant
- Dossier APD : 2 semaines à compter de la date de réception du dossier correspondant
- Dossier Projet : 2 semaines à compter de la date de réception du dossier correspondant
- Délais et contrôle de réalisation RFCT : 2 semaines avant la réception

13.1.2 Contrôle documents d'exécution

Pour la phase contrôle des documents d'exécution, le contrôleur technique s'engage à fournir son avis dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date de réception des documents.

Pour la phase de contrôle d'exécution des travaux, le contrôleur technique s'engage à fournir un rapport final provisoire dans un délai de deux semaines à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception, un rapport final définitif dans un délai de deux semaines à compter de la date du procès-verbal de levée des dernières réserves concernées par la mission et le rapport final de fin de garantie de parfait achèvement dans un délai de deux semaines à compter de la visite de fin de garantie de parfait achèvement ou de la fin des travaux relevant de la fin de garantie de parfait achèvement.

Le contrôleur technique éditera les documents de synthèse retraçant les avis non suivis d'effet en périodicité mensuelle

En cas de retard dans la remise des documents ou manquement à la diffusion de ceux-ci, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 13.1.3 du C.C.A.T.P.

13.1.3 Retard dans l'établissement ou la transmission de documents

En cas de retard dans l'établissement ou la transmission de tout document prévu par le marché : pénalité de 150 € H.T. par jour calendaire de retard.

13.1.4 Ordre de service

La signification au contrôleur technique de son marché par le maître d'ouvrage vaut ordre de service.

13.2 Présence en chantier

13.2.1 Absence à une réunion de chantier

En cas d'absence non explicitée par un motif sérieux et plausible du Contrôleur Technique aux réunions auxquelles il a été expressément convié ou dont il assure l'animation non justifiée auprès du Maître d'ouvrage, ou si le Contrôleur Technique s'est fait représenter par une personne non habilitée : pénalité de 150 € H.T. par fait constaté.

13.2.2 Retard à réunion de chantier

Tout retard non motivé à une réunion de chantier sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 75 € H.T.

13.3 Cumul des pénalités

Les pénalités visées au présent article se cumulent en fonction du recensement par le pouvoir adjudicateur des faits générateurs. Leur montant total n'est pas plafonné.

14. Moyens opérationnels prévus

Les personnes physiques nommément désignées à l'Acte d'engagement pour assurer la mission de Contrôleur Technique sont les seuls interlocuteurs et signataires reconnus par le pouvoir adjudicateur.

Tout changement de personne physique nommément désigné à l'Acte d'engagement sera effectué en application de l'article 3.4 du C.C.A.G-P.I 2021.

Le titulaire ayant une obligation de résultat, s'engage à mettre en place les moyens nécessaires pour assurer la mission dans le respect de la réglementation en vigueur, du marché et des délais prévisionnels de l'opération.

15. Moyens et autorité

15.1 Moyens

Le pouvoir adjudicateur prend toutes dispositions nécessaires pour informer tous les intervenants de l'opération de l'existence du présent contrat et prévoit dans les différents contrats les modalités de coopération entre les différents intervenants à la construction et le titulaire, et met les différents contrats relatifs à l'opération à la disposition du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur prend toutes dispositions nécessaires pour que le Contrôleur Technique reçoive à titre gracieux dans des délais compatibles tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de sa mission.

Si le Contrôleur Technique ne reçoit pas les documents qu'il estime nécessaire à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur et de le mentionner dans le registre journal.

Le Contrôleur Technique a libre accès au chantier, au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions ; tous les documents nécessaires au bon déroulement de sa mission seront rangés dans le local du chantier (PGC, PPSP registre journal).

Le Contrôleur Technique est informé au moins 5 jours à l'avance de toutes les réunions organisées par le Maître d'ouvrage, son mandataire, ou le maître d'œuvre et est destinataire des comptes rendus de réunions.

15.2 Autorité

Dans le cadre de sa mission, le Contrôleur Technique s'adresse aux intervenants :

- A l'occasion des réunions ordinaires ;
- A l'occasion de réunions particulières organisées à cet effet ;
- Par courrier ou télécopie ;
- Par des mentions portées sur le registre journal.

16. Cautionnement

Le contrôleur technique est dispensé de fournir un cautionnement.

17. Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le contrôleur technique devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil et de sa responsabilité professionnelle en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché, ainsi qu'une assurance de responsabilité décennale.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du contrôleur technique. Il doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L. 241-1 du Code des assurances.

17.1 Responsabilités civile professionnelle

Le Contrôleur technique doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des

responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

17.2 Responsabilité civile décennale

Le Contrôleur technique devra justifier au moyen d'une attestation qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants, et 2270 du Code Civil. Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du contrôleur.

Il s'engage à obtenir de ses assureurs la renonciation à toute application de règle proportionnelle.

En cas de décision du contrôleur technique de souscrire une police unique de chantier, un ordre de service sera notifié au contrôleur fixant les modalités de participation du contrôleur à ladite police unique de chantier.

17.3 Justificatifs des polices d'assurance

Le Contrôleur technique s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Le Contrôleur technique s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le contrôleur technique devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie.

Il devra également, sur demande du maître d'ouvrage, fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si le maître d'ouvrage, compte tenu des risques particuliers de l'opération, estime que la garantie est insuffisante. Le maître d'ouvrage en avertit le Contrôleur technique par ordre de service dans le mois de la notification du présent marché au plus tard.

18. Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats des prestations est définie par l'article 35.2.2 du C.C.A.G-P.I 2021.

19. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G-P.I 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission décrits au C.C.P. considérés comme des phases techniques.

Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité.

En dérogation de l'article 22 du CCAG-PI 2021, la décision d'arrêter une prestation incombe seule au maître de l'ouvrage.

20. Achèvement de la mission

La mission du Contrôleur Technique s'achève à la fin du délai de «Garantie de parfait achèvement» (prévue aux articles 44.1 et 44.2 du C.C.A.G 2021, applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période (conditions de l'article 29 du C.C.A.G.-P.I. 2021). Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Le solde de la mission est réglé selon les conditions reprises à l'article 11.1 du présent C.C.A.T.P.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions des articles 28.2 et 29 du C.C.A.G-P.I 2021 et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

21. Résiliation du marché

Conformément aux stipulations du C.C.A.G-P.I 2021, le Maître d'ouvrage peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché notifiée dans les conditions de l'article 36 du C.C.A.G-P.I 2021.

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du Contrôleur Technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 22 du C.C.A.G-P.I 2021 emporte résiliation du marché sans indemnité.

Il sera fait, le cas échéant, application de l'article 27 et des articles 36 à 42 inclus du C.C.A.G-P.I 2021 avec les précisions suivantes :

21.1 Résiliation du fait du Maître de l'ouvrage

Dans le cas où la personne publique résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le Contrôleur Technique percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA non révisé de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 5,00%.

21.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

La mission du titulaire pourra être confiée à un tiers en cas de manquement caractérisé (non-respect des délais, des quantités de documents, etc.). Les conditions d'exécution seront celles définies aux articles 27 du C.C.A.G-P.I 2021. Le titulaire sera avisé de la décision par courrier recommandé.

21.3 Résiliation aux torts du titulaire et cas particuliers

En dérogation des articles du C.C.A.G-P.I 2021, les conditions suivantes seront appliquées :

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du C.C.A.G-P.I 2021, la fraction des prestations déjà accomplies par le Contrôleur Technique et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 % ;

Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 37.1 du C.C.A.G-P.I 2021), les prestations sont réglées sans abattement ;

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 17-11 et 18 du Décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article 18-1.1 du Décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

22. Obligations administratives

Le titulaire atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 143-3, L. 143-5 et L. 620-3 du Code du travail.

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : **www.actradis.fr**

23. Contestations - Litiges

Les contestations ayant trait à l'application du présent marché et à toutes les obligations qui en découlent seront, à défaut d'accord amiable, soumises au Tribunal judiciaire de Nancy auquel les parties donnent expressément attribution de compétence.

Lu et approuvé par le Contrôleur technique

A, le